

**Arrêté n°2023-550 portant fixation des tarifs de location à des tiers d'espaces affectés
à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

La Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,

Vu l'article L. 712-2 du Code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;
Vu le règlement intérieur de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;
Vu la délibération n° CA/2022-10-20/05 du 20 octobre 2022 portant délégation de compétence à la Présidente de l'Université en matière de fixation des tarifs de location à des tiers d'espaces affectés à l'Université et de vente des objets promotionnels ;
Vu l'arrêté n° 2021-40 portant proclamation des résultats de l'élection de Christine NEAU-LEDUC à la présidence de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Sous réserve des ajustements prévus par l'article 2, les tarifs de location à des tiers d'espaces affectés à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sont fixés conformément à la grille annexée au présent arrêté.

Article 2 : Les tarifs annexés au présent arrêté font l'objet d'un abattement de :

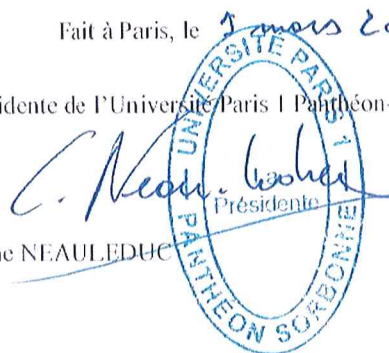
- 20% lorsque la location est consentie à une association déclarée n'ayant pas d'activité économique ;
- 30% lorsque la location est consentie à un organisme ouvrant droit à la réduction d'impôt prévue par l'article 200 du code général des impôts ;
- 50% pour les heures d'occupation à des fins d'installation ou de désinstallation ;
- 50% pour les espaces loués aux fins de stockage temporaire ou pour l'habillage, le maquillage ou la coiffure, et ce, en complément d'un ou de plusieurs autres espaces.

Article 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 4 mars 2023

La Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Christine NEAU-LEDUC



Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Paris, sis 7, rue de Jouy 75004 Paris, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

